

Les communes de Côte-d'Or

Les élus locaux disposent de leviers essentiels pour entretenir les infrastructures, assurer des services de qualité et développer le territoire.

Les données présentées ici, à fin 2024, concernent des domaines relevant directement ou indirectement de leurs compétences : voirie, eau, éclairage, mobilités, aménagement, résilience et protection contre les risques climatiques. Cette fiche établit un état des lieux des communes de Côte-d'Or pour décider, prioriser, et agir au service de votre commune ou intercommunalité.

698 Communes

17 Communautés de communes

1 Communauté d'agglomération

1 Métropole

01 Moderniser les infrastructures, c'est garantir une meilleure qualité de vie aux concitoyens

Pour une mobilité du quotidien durable et sécurisée

→ Entretien du réseau routier communal et les ouvrages d'art



53 %

Part dans l'ensemble
du linéaire routier départemental



> 1600

ponts dans le
département



Entre

5k€ & 30K€ / km

pour entretenir la voirie communale



Source : Routes de France

16 %

des ponts posent des problèmes
de sécurité



→ Développer la mobilité électrique

30

points de recharges pour véhicules
électriques pour 10 000 habitants



Objectif national d'ici 2030 :

60 points pour 10 000 habitants.

Source : Ministère de l'Économie

→ Développer la mobilité douce

856 km

d'aménagement cyclable
dans le département



+ 20 % depuis 2020

12 %

de modes doux



Objectif national d'ici 2030 : **12,5 %** de modes doux

Source : SNBC

Pour économiser l'eau et garantir sa qualité

> **4 900**
km de canalisations d'eau potable

20 %
Taux de perte en eau potable

> **2 000 km**
de réseau d'assainissement collectif

224 années
nécessaires pour renouveler l'intégralité du réseau

174
stations d'épuration

30 %
ont plus de 30 ans

41 %
Taux de masses d'eau de surface en bon état écologique

OBJECTIFS

→ **Moins de 15 %**
Source : Grenelle de l'Environnement

→ **Diviser par deux la durée de cycle de renouvellement de nos réseaux**
Source : Assises de l'Eau

→ **Exigences de traitement renforcées** selon la nouvelle directive européenne « eaux urbaines résiduelles » dès 2027

→ **100% en 2027**
Source : Directive Cadre sur l'Eau (DCE)

Pour développer une énergie décarbonée

→ **Part de l'électricité décarbonée dans la production locale**

91 % Département
95 % Région



→ **Puissance photovoltaïque installée**

0,2 GW Département
1,3 GW Région

→ **Objectif SRADDET en 2030 : 3,8 GW**

→ **Part de l'électricité renouvelable***

91 % Département
95 % Région

*En l'absence de centrales nucléaires résultats identiques

→ **Objectif national en 2030 : 40 %**

Source : Loi de transition énergétique pour la croissance verte

→ **Part de la puissance installée en autoconsommation**

66 % Département
66 % Région



Pour un cadre de vie modernisé

→ **Moderniser l'éclairage public**

52 %
Taux d'éclairage LED dans le total des points lumineux du département

39 %
France

→ **Objectif national en 2050 : 100 % de systèmes sobres et décarbonés**

Source : SICECO et programmation annuelle de l'énergie

→ **Aménager plus sobrement**



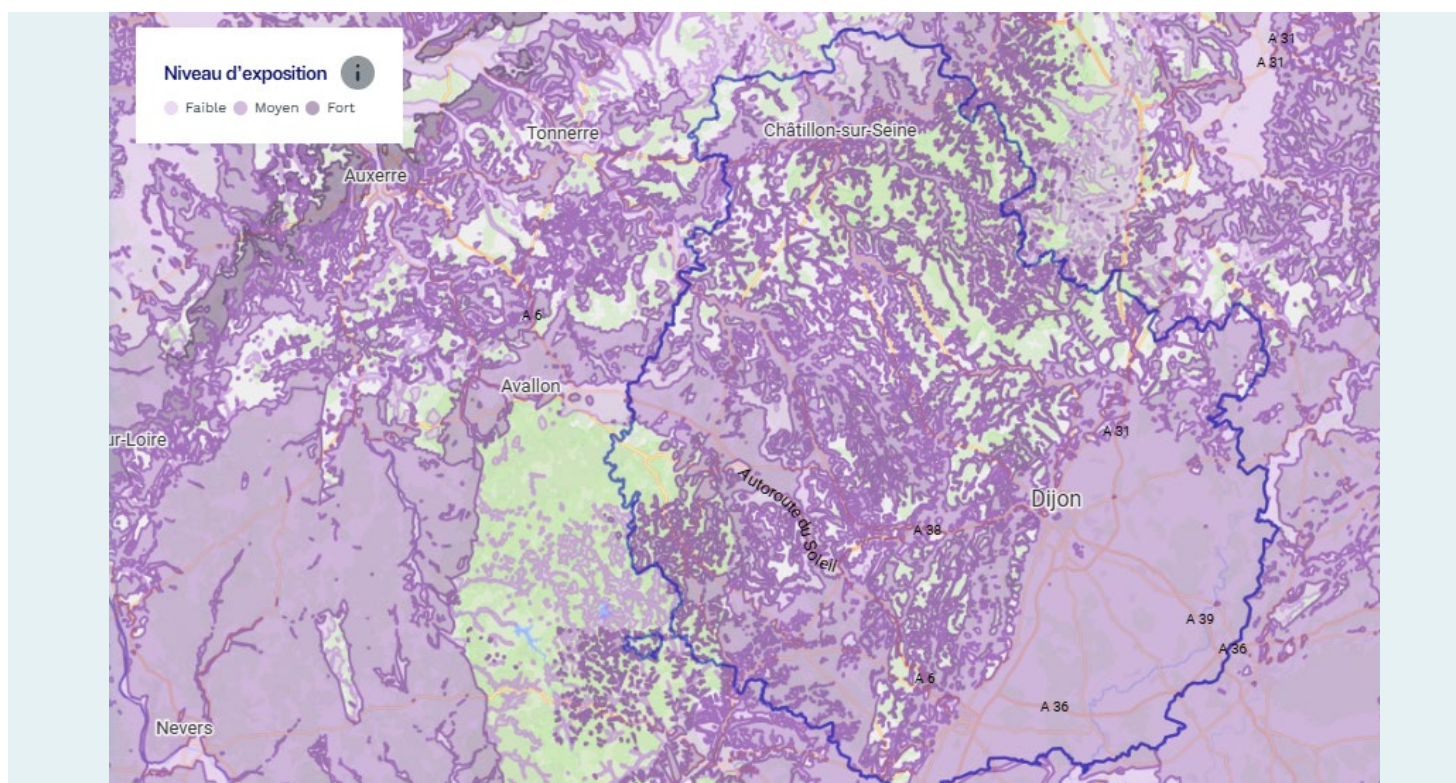
112 friches à requalifier
942 Ha Surface de friches à requalifier

02 Protéger les infrastructures, c'est protéger les territoires et les concitoyens

Pour en savoir plus sur l'exposition de votre commune aux risques climatiques infraclimat.com ➔



➔ Niveau d'exposition du département au retrait et gonflement d'argile



69 %

de la population exposée
aux risques d'inondations



81 %

de la population exposée
aux risques de mouvements
de terrain



18

incendies de forêt recensés
en moyenne par an entre 2020 et 2024



+ 2,1 °C

Évolution des températures
moyennes dans le département
sur 40 ans (1984-2024)

03 Développer les infrastructures, c'est dynamiser les territoires et renforcer leur attractivité

538 799

habitants

+ 121

habitants /an
d'ici 2035

+ 0,10 %

Solde migratoire
par an

7 288

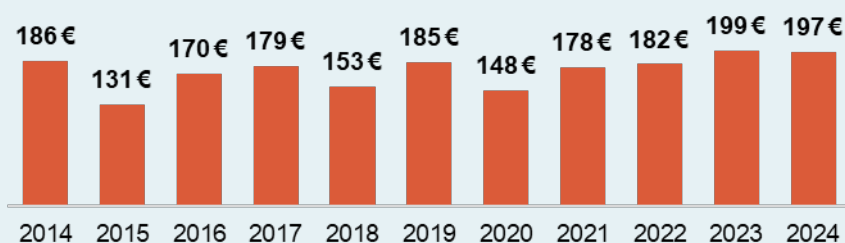
entreprises
créées en 2024

Le bloc communal : premier investisseur en infrastructures

64 %

des dépenses de travaux publics des collectivités sont réalisées par le bloc communal

→ Évolution des dépenses de travaux publics (communes et EPCI) par habitant en euros constants



Le bloc communal : une situation financière qui permet d'agir

86 %

des communes et EPCI ont un taux d'épargne brute > à 10%

20,4 %

Taux d'épargne brute
> Seuil d'alerte fixé à 10% minimum
19,6 % en région



- Inférieur à 0%
- 0% à 10%
- 10% à 15%
- 15% à 20%
- 20% et +

93,6 %

des communes et EPCI ont une capacité de désendettement < 10 ans

3 ans

Capacité de désendettement
< Seuil d'alerte fixé à 12 ans maximum
3,75 ans en région



- Moins de 5 ans
- De 5 à 10 ans
- De 10 à 12 ans
- 12 ans et +

POUR ALLER PLUS LOIN SUR LES INFRASTRUCTURES DE VOTRE TERRITOIRE, CONSULTEZ : <https://acteurspourlaplanete.fntp.fr/barometre-de-la-transition-ecologique/>

Sources : Typologie des collectivités – DGCL 2025, Voiries communales – SDES 2023, Ponts communaux – CEREMA 2024, Points de recharge électriques – UFE Mai 2025, Aménagements cyclables – Geovelo Juin 2025, Part modale du vélo – INSEE 2021, Eau potable – SISPEA 2023, Assainissement collectif – SISPEA 2023/ SANDRE, Etat des masses d'eau – EauFrance 2019, Part des EnR dans la production – ODRÉ au 31.12.24, Parc photovoltaïque raccordé – SDES T1 2025/ ENEDIS T2 2025, Taux d'éclairage LED : SERCE 2025, Friches – CEREMA Avril 2025, Risques climatiques inondations, mouvements de terrain – Gaspar-DDRM Juillet 2024, Incendies de forêts en moyenne entre 2020 et 2024 - Ministère/IGN 2024, Températures moyennes 1984-2024 – MétéoFrance, Population – INSEE RP2025, Projection habitants – INSEE Omphale scénario central, Solde migratoire moyen par an entre 2016 et 2022 – INSEE parution 2025, Entreprises créées – INSEE 2024, Dépenses TP du bloc communal – DGFIP 2024, Taux d'épargne brute et capacité de désendettement des communes et EPCI – Comptes des collectivités DGFIP 2024